

A PROPOS DES 35 HEURES, DES IMPÔTS, DE L'ÉTAT...

Les *impostures* en économie

Par idéologie ou par intérêt, beaucoup de politiques, de patrons ou d'universitaires martèlent les contrevérités comme les idées reçues. Avec deux économistes, Challenges en a passé dix au crible. Édifiant.

Ce livre est une bombe. Un acte d'accusation très argumenté contre ceux qui diffusent des contrevérités. Dans *Le Négationnisme économique. Et comment s'en débarrasser* (Flammarion), qui sort le 7 septembre, Pierre Cahuc (Polytechnique) et André Zylberberg (Ecole d'économie de Paris) dénoncent ceux qui se prétendent économistes, mais remettent en cause les connaissances avérées par leur science. Selon eux, en économie, les études publiées dans les grandes revues académiques sont souvent niées pour des raisons idéologiques ou à cause d'intérêts financiers. « *Le négationnisme est virulent en économie, car les enjeux financiers sont importants. Il peut rapporter beaucoup* », soulignent Cahuc et Zylberberg. Qui dénoncent la stratégie des lobbys négationnistes. Par exemple, celle des groupes pétroliers, qui ont financé des études des climatosceptiques pour semer le doute sur la responsabilité de l'activité humaine dans le réchauffement climatique. Alors que les scientifiques l'avaient clairement établie. Cahuc et Zylberberg ciblent aussi les « idéologues », la nébuleuse des intellectuels et économistes de gauche (*lire page 48*) qui rejettent leur démarche, soupçonnée d'être « vendue » à l'idéologie dominante.

Publier des recherches pour être critiqué

L'argument-clé de ce livre décapant, c'est que l'économie est devenue une « vraie » science, comme la biologie ou la physique. « *Elle a fait sa révolution expérimentale* », assène Pierre Cahuc (*lire ci-contre*). Pas moins de 45 000 économistes publient dans les grandes revues académiques les résultats de leurs recherches basées sur l'observation des faits – l'impact des hausses d'impôts sur l'activité, de la robotisation sur l'emploi... « *La qualité de la recherche doit être évaluée sur la base de publications, forçant chaque*

chercheur à se confronter au jugement par les pairs. C'est le fondement même des progrès scientifiques », souligne Jean Tirole, Prix Nobel d'économie, qui défend cette approche dite « orthodoxe ».

Sur la base de ces publications, le duo Cahuc-Zylberberg dénonce les multiples impostures et contrevérités. La baisse de la durée du travail crée des emplois : faux. Limiter l'immigration réduit le chômage : archifaux (*lire page 43*). Certes, sur certains sujets, les résultats sont contradictoires. La hausse des dépenses publiques ? Elle peut accroître l'activité ou la pénaliser. Idem pour l'augmentation du salaire minimum, qui peut doper ou détruire l'emploi. « *Selon les circonstances et la structure de l'économie, ces mesures ont un effet très différent*, estime André Zylberberg. *Cette connaissance est un progrès scientifique, utile aux décideurs politiques.* »

Pourtant, cette approche est remise en cause par les économistes « hétérodoxes », qui dénoncent une pensée unique. « *La recherche économique doit demeurer diverse*, plaide André Orléan (CNRS), chef de file des contestataires. « *Il y a une tendance actuelle chez les économistes mainstream à refuser le statut de chercheur à tout économiste hétérodoxe qui ne pense pas comme eux.* » Même critique de l'économiste Robert Boyer : « *Les résultats de l'économie expérimentale sont avant tout de la microéconomie. Ce n'est pas parce qu'une recherche est rigoureuse qu'elle est pertinente pour l'ensemble de l'économie.* »

Sauf que les « orthodoxes » multiplient aussi les études macroéconomiques, notamment sur les politiques budgétaires (*lire Patrick Artus, page 49*). Leurs conclusions : jusqu'à la crise de 2009, l'austérité budgétaire a eu de bons résultats sur la croissance. Depuis, elle a échoué avec un fort impact négatif sur l'activité. La preuve que ces économistes font d'abord de la recherche, et pas de l'idéologie...



LE NÉGATIONNISME ÉCONOMIQUE, de Philippe Cahuc et André Zylberberg, Flammarion, 256 pages, 18 euros.

Thierry Fabre, avec Laurent Fargues



André Zylberberg, directeur de recherche émérite au CNRS, et **Pierre Cahuc**, professeur à Polytechnique.

« Une science qui confronte la théorie à la réalité »

Ils n'ont pas la langue dans leur poche. Spécialistes du marché du travail, ces deux économistes dénoncent, depuis longtemps, les dérives des politiques antichômage. Dans leur nouveau livre, ils s'attaquent à l'obscurantisme en économie.

Challenges. Vous dénoncez le négationnisme économique.

Pourquoi utiliser un terme aussi violent ?

André Zylberberg. Le négationnisme fait généralement référence à la négation du génocide des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. Mais il y a aussi un négationnisme,

Making of

Ce 17 août, les deux professeurs d'économie ont choisi, dans les jardins de *Challenges*, une table rouge – la couleur politique de nombreux « négationnistes » qu'ils fustigent – pour expliquer leur combat. Ils ont conscience de déclencher une guerre parmi les économistes. Le cadre est bucolique, mais l'heure est grave.

qui nie les connaissances de la science. Par exemple, les climatocceptiques ont contesté la responsabilité de l'homme dans le réchauffement de la planète. Et les industriels du tabac ont remis en cause les études sur la nocivité du tabac sur la santé. En économie, c'est la même chose. Par idéologie ou par intérêt, beaucoup de politiques, de patrons ou d'universitaires nient les connaissances scientifiques de cette discipline. Avec des conséquences dévastatrices : les politiques fondées sur des idées fausses se traduisent par des millions de chômeurs.

L'économie est donc une science, comme la physique ou la médecine...

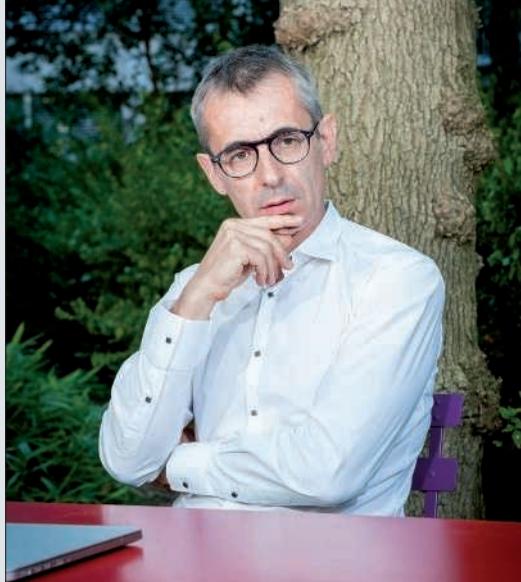
Pierre Cahuc. Absolument. En trois décennies, elle a fait sa révolution, méconnue, devenant une science expérimentale avec les mêmes protocoles que la médecine ou la biologie. Pour évaluer l'impact d'une hausse du smic sur l'emploi ou de la dérégulation financière sur la croissance, les économistes comparent des groupes tests où ces mesures ont été mises en œuvre, et des groupes de contrôle où elles ne l'ont pas été. Ils confrontent ainsi la théorie à la réalité. ▶▶▶

►►► Quel sujet illustre le mieux ce négationnisme ?

André Zylberberg. La réduction du temps de travail. Les rares expériences de baisse de la durée du travail ont été évaluées en Allemagne, au Canada et en France. Ces études, publiées par des revues scientifiques, n'ont décelé aucun impact positif sur l'emploi. En France, un article publié par l'Insee avait estimé, en 2004, que les lois Aubry avaient créé 350 000 emplois. Mais ces créations s'expliquent-elles par la RTT ou par les baisses de charges sociales qui y étaient associées ? Les travaux réalisés par la suite ont démontré que la baisse du temps de travail n'avait pas créé d'emplois. Pour la gauche, cette mesure est un marqueur idéologique. Mais ceux qui doivent en faire la promotion vivent un supplice : aucune étude scientifique ne va dans leur sens.

Vous dénoncez le négationnisme des lobbys. Quelle est leur stratégie ?

Pierre Cahuc. L'exemple du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), une manne de 20 milliards d'euros, est emblématique. Pour en récupérer la plus grande part, le lobby industriel a fait réaliser une étude par un think tank, La Fabrique de l'industrie, visant à remettre en cause le consensus scientifique sur



“Ce n'est pas parce que les économistes ne peuvent pas prévoir les crises qu'il faut se tourner vers les charlatans.”

Pierre Cahuc, professeur à Polytechnique.

PORTRAITS
Bruno Delessard
pour Challenges

les allègements de charges : ils ne créent des emplois que s'ils sont ciblés sur les bas salaires. L'étude, qui n'a été publiée dans aucune revue académique, a été très médiatisée, notamment par Louis Gallois, le président du conseil de surveillance de PSA. Objectif : faire pression pour cibler le CICE sur l'industrie, où les bas salaires sont moins nombreux que dans les services. Bel exemple de négationnisme économique.

Votre sésame, c'est la publication dans une revue scientifique.

Mais il y a eu plusieurs scandales d'études truquées...

A. Z. Certes, des études, qui se sont révélées fausses, ont été retirées de grandes revues. La procédure scientifique n'est pas infaillible. Après la crise financière, on a découvert des conflits d'intérêts touchant des économistes de renom. Mais cela reste la manière la plus fiable de produire des connaissances. Les chercheurs, qui publient, ont leurs résultats évalués par des centaines d'autres experts. Les économistes « hétérodoxes » voudraient être exonérés de cette contrainte. Ils se comportent comme les frères Bogdanov en physique, en compensant un manque de reconnaissance scientifique par une surexposition médiatique.

L'économie est-elle une science alors qu'elle n'a pas prévu la crise de 2009 ?

P. C. Certains économistes avaient tiré la sonnette d'alarme sur la forte

probabilité d'une crise financière, d'autres pas. En fait, la science économique n'est pas capable de prévoir un futur très complexe. De la même manière, la médecine est incapable d'anticiper la prochaine grande épidémie. Vous arrêtez-vous de voir votre médecin parce qu'il ne peut pas prédire si vous aurez un cancer l'année prochaine ? Ce n'est pas parce que les économistes ne peuvent pas prévoir les crises qu'il faut se tourner vers les charlatans.

Vous citez beaucoup de travaux anciens et très microéconomiques. Est-ce bien sérieux ?

A. Z. Les études sur des faits anciens permettent d'avoir du recul. Si elles convergent, il y a consensus scientifique. C'est, par exemple, le cas pour les vagues migratoires qui n'ont pas créé de chômage, comme en France avec les rapatriés d'Algérie ou en Floride avec les Cubains. L'approche est souvent microéconomique, mais c'est à ce niveau que se prennent les décisions des agents. Et elles portent aussi sur la macroéconomie, par exemple l'analyse de certaines politiques de relance aux Etats-Unis ou la suppression de l'impôt sur le revenu pendant un an en Islande.

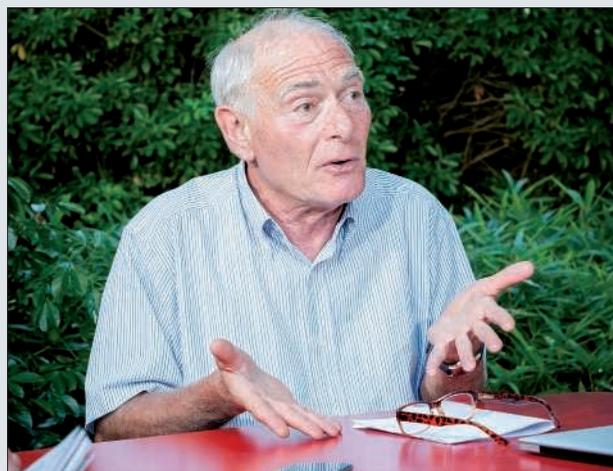
Sur les dépenses publiques ou les impôts, les résultats sont contradictoires...

P. C. Dans certaines circonstances, la hausse des dépenses publiques a des effets positifs sur l'activité et l'emploi, comme le Recovery Act d'Obama en 2009, un plan bien ciblé. Mais elle peut avoir des effets négatifs, comme l'attestent les travaux sur les aides du Sénat américain aux collectivités, distribuées de façon clientéliste. Ces résultats nuancés sont un vrai progrès, même s'ils dérangent les inconditionnels de la politique keynésienne.

Pour vous, il y a les économistes sérieux, qui publient leurs travaux, et les autres, qui commentent...

A. Z. On donne trop la parole à des chercheurs qui ne sont plus actifs. Il faudrait vérifier les publications des économistes qui s'expriment beaucoup dans les médias. En donnant autant de place à des commentateurs qui ne produisent plus de connaissances, on favorise le négationnisme économique.

Propos recueillis par Thierry Fabre, Laurent Fargues et Pierre-Henri de Menthon



“On donne trop la parole à des chercheurs qui ne sont plus actifs. Il faudrait vérifier les publications des économistes qui s'expriment beaucoup dans les médias.”

André Zylberberg, directeur de recherche émérite au CNRS.



“ Les préretraites favorisent l'embauche des jeunes ”

Pierre Bérégovoy, Premier ministre, en avril 1992.

Ce que dit la recherche économique Devant l'Assemblée nationale, le tout nouveau Premier ministre prône en 1992 un partage du travail « pratique » : les seniors sont incités à partir en préretraite tout en formant des jeunes. Mis au point chez Renault, le système peaufine une pratique très répandue durant les années 1970-1980. Les préretraites sont largement utilisées par les grandes entreprises pour réduire leurs effectifs. Sans libérer

des jobs pour les jeunes. Des études de l'université de Chicago (2010) et de l'OCDE (2013) prouvent même l'inverse : la baisse de l'emploi des seniors induite par les interventions publiques est plutôt associée à une diminution de l'emploi des jeunes. Et pourtant le système français favorise toujours les départs anticipés à la retraite. Pour Cahuc et Zylberberg, à l'arrivée, « il y a moins de seniors et moins de jeunes en emploi ». **P.-H. M.**

“ La baisse du temps de travail réduit le chômage ”



Barbara Romagnan, députée socialiste, rapporteure de la commission d'enquête sur l'impact de la réduction du temps de travail.

« La réduction du temps de travail, décidée par la loi de 1998, a contribué à ce que l'économie française crée davantage d'emplois qu'elle ne l'aurait fait sans cette loi sur la même période. Le chiffre de 350 000 est le plus communément admis. Entre 1997 et 2001, l'Insee estime à 2 millions les créations d'emplois salariés dans le secteur marchand. La réduction du temps de travail, comparée à d'autres politiques publiques mises en œuvre pour stimuler l'emploi, notamment celles qui reposent sur des baisses de cotisations sociales sans conditions, apparaît moins coûteuse pour les finances publiques, au regard du nombre d'emplois qu'elle a permis de créer. Elle a constitué un outil pertinent et efficace de lutte contre le chômage. »

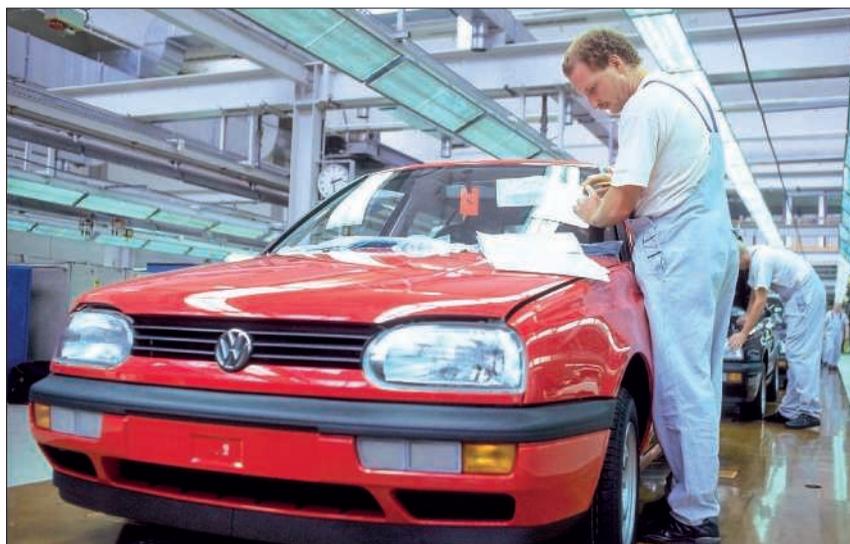
Extrait du rapport de décembre 2014.

Ce que dit la recherche économique

Jean Tirole, Prix Nobel d'économie, est catégorique : « Les économistes condamnent quasi unanimement le sophisme de l'emploi en quantité fixe. » Dans son viseur, les 35 heures et le partage du temps de travail : « La thèse selon laquelle la baisse de la durée du travail créera des emplois n'a aucun fondement ni théorique ni empirique », dit-il dans son livre *Economie du bien commun* (PUF). En Allemagne, l'économiste Jennifer Hunt a évalué l'impact de la baisse du temps de travail au sein des branches dans les années 1980 et 1990 – elle est

passée de 40 à 37,7 heures dans l'industrie. Son étude, publiée dans le *Quarterly Journal of Economics* en 1999, est claire : aucun effet sur l'emploi. Autre exemple : l'économiste canadien Mikal Skuterud a ausculté la réduction de la durée légale du temps de travail au Québec, passée de 44 à 40 heures entre 1997 et 2000, en la comparant à la situation de l'Ontario, où elle n'a pas bougé. Son étude est formelle : pas d'impact positif sur l'emploi. Plus récemment, en France, Matthieu Chemin et Etienne Wasmer ont évalué les effets des lois Aubry en comparant l'Alsace-Moselle, trois départements où la réduction du temps de travail a été plus faible (leurs deux jours fériés supplémentaires ont été intégrés dans les 35 heures), au reste du territoire. Bilan, publié en 2009, dans le *Journal of Labor Economics* : effet nul sur l'emploi. Du coup, le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les 35 heures est un « parfait exemple de

négligence », selon Pierre Cahuc et André Zylberberg : « Ce rapport réussit l'exploit de ne citer aucune des études scientifiques qui, toutes, concluent à un effet nul de la baisse du temps de travail sur les créations d'emplois. » Ils contestent l'évaluation de 350 000 emplois créés par les lois Aubry, reprise systématiquement dans les rapports pro-35 heures, comme celui de l'Inspection générale des affaires sociales, réalisé en mai. « Ce chiffre est hautement hasardeux et n'émane d'aucune étude expérimentale », lancent-ils. Cette position est contestée. Eric Heyer, économiste à l'OFCE, oppose les travaux de l'économiste Frank Brechling montrant que la hausse de la durée du travail détruit des emplois. Et, selon le modèle macroéconomique de l'OFCE, 400 000 emplois ont été créés ou sauvegardés par les 35 heures. Mais pour Cahuc et Zylberberg, ce ne sont que des travaux théoriques qui ne démontrent rien. **T. F.**



Dans une usine Volkswagen, pionnier des 32 heures, à Wolfsburg, en 1993. La baisse du temps de travail dans l'industrie allemande n'a pas eu d'impact sur l'emploi.

B. Decourt/Réa

“La quatrième révolution industrielle détruit les emplois”



Klaus Schwab,
président fondateur
du World Economic Forum.

« La quatrième révolution industrielle, qui inclut des développements dans des champs comme l'intelligence artificielle, l'analyse prédictive, la robotisation, les nanotechnologies, l'impression 3D, la génétique et la biotechnologie, va provoquer un vaste mouvement disruptif non seulement sur les business models mais aussi sur le marché du travail dans les cinq années à venir. Les tendances actuelles pourraient mener à un impact net sur l'emploi de plus de 5,1 millions de postes détruits en raison de changements perturbateurs sur le marché du travail sur la période 2015-2020, avec une perte totale de 7,1 millions d'emplois. Sans une réponse rapide et ciblée pour gérer la transition à très court terme et construire des forces de travail qualifiées, les gouvernements seront confrontés à un chômage grandissant et à des inégalités croissantes. »

Extrait de l'étude *The Future of Jobs*, publiée le 18 janvier 2016 par le World Economic Forum.

Ce que dit la recherche empirique

Le verdict est tombé lors du Forum de Davos 2016. Sur la base d'une étude diligentée par les organisateurs, les gouvernants doivent se préparer « à un chômage sans cesse croissant ». L'enquête, qui n'a rien de scientifique – il

M. Euler/AP/Sipa



“Il faut augmenter le salaire minimum de 10%”

Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, le 28 mai 2015.

Ce que dit la recherche économique

Si l'on appliquait la revendication cégétiste, les destructions d'emplois seraient massives. C'est ce que montrent John Abowd, Francis Kramarz, Thomas Lemieux et David Margolis ; leur recherche sur le smic en France, dans les années 1980, est catégorique : une hausse de 1 % diminue la « probabilité de conserver son emploi » d'1,3 % pour les hommes et de 1 % pour les femmes. Or, aux Etats-Unis, c'est l'inverse. David Card

Chamussy/Sipa



Minneapolis Star Tribune/Zuma/Rea

Cours de zumba en Californie. Bientôt la « fin du travail » ? Non, la création des emplois nouveaux aurait un « effet multiplicateur ». Et pas seulement pour les geeks.

s'agit d'un sondage auprès de DRH –, laisse libre court à nombre de commentaires sur le fait que les gains de productivité liés à la propagation des nouvelles technologies pourraient mettre fin au travail. La vulgate schumpétérienne selon laquelle les nouveaux emplois dans les secteurs de pointe se substitueront aux anciens, voués à disparaître, est battue en brèche à Davos : en cinq ans, seuls 2 millions de jobs seront créés dans les secteurs d'avenir, largement insuffisant pour endiguer la vague destructrice. Faut-il craindre cette fin programmée du travail humain ? Elon Musk, fondateur de Tesla et SpaceX, estime que ce sera « globalement bénéfique pour l'humanité ». Mais le scientifique Stephen Hawking y voit carrément « la fin de la race humaine ».

Les robots de plus en plus intelligents perturbent donc nos grands penseurs médiatiques. On nage au mieux dans un scénario de science-fiction sans grand rapport avec la situation réelle. Combien d'emplois sont vraiment menacés ? Selon une étude publiée en juillet par France Stratégie, seuls 15% des emplois salariés sont « facilement automatisables », un taux qui est d'ailleurs en baisse. L'OCDE, dans une étude également datée de 2016, parle de 9%. Rien à voir avec les 42% évoqués en 2014 par le cabinet Roland Berger ou avec une « fin du travail ». Praticien de la recherche empirique, Enrico Moretti (Berkeley) a étudié différentes régions des Etats-Unis, selon le degré de développement de la nouvelle économie. Conclusion : la création des emplois nouveaux a un « effet multiplicateur ». Une étude poussée du réseau LinkedIn prouve que de nouveaux métiers sont apparus, et pas seulement pour les geeks. Aux côtés des *data scientists*, on trouve des professeurs de zumba ou des coachs de plage ! Tous ces jobs créent de la demande de biens et de services, ce qui impacte positivement les secteurs traditionnels (éducation, santé, commerce...). Aux Etats-Unis, cet « effet multiplicateur » est de 2,5. Mieux qu'en Suède, autre pays étudié par Moretti. La raison : le marché du travail américain est très mobile, au plan géographique notamment. On retrouve là un théorème cher à Cahuc et Zylberberg : plus le marché de l'emploi est fluide, moins il y a de chômage. Surtout quand le progrès technologique s'invite dans l'équation. **P.-H. M.**

“ La finance bride la croissance ”



Dominique Plihon, professeur à l'université Paris 13, porte-parole d'Attac, cofondateur des Economistes atterrés.

« La place prépondérante occupée par les marchés financiers ne peut conduire à une quelconque efficacité. Plus même, elle est une source permanente d'instabilité, comme le montre clairement la série ininterrompue de bulles que nous avons connue depuis vingt ans : Japon, Asie du Sud-Est, Internet, marchés émergents, immobilier, titrisation. L'instabilité financière se traduit ainsi par de fortes fluctuations des taux de change et de la Bourse, manifestement sans rapport avec les fondamentaux de l'économie. Cette instabilité, née du secteur financier, se propage à l'économie réelle par de nombreux mécanismes. Cette situation déséquilibrée conduit à des exigences de profit déraisonnables, car elles brident la croissance économique et conduisent à une augmentation continue des inégalités de revenu. »

Extrait du Manifeste d'économistes atterrés, publié le 27 octobre 2011

Ce que dit la recherche économique

En 2004, l'économiste Dominique Plihon publie dans l'indifférence générale un livre collectif et prémoniteur : *Les Désordres de la finance* (éditions Universalis). En 2011, alors que la finance secoue la planète depuis quatre ans, l'universitaire se lance dans une nouvelle aventure collective. *Le Manifeste d'économistes atterrés*, publié par Les Liens qui libèrent, aura un grand retentissement dans l'opinion et chez les politiques. Le candidat François Hollande désigne en janvier 2012 comme son « adversaire » le monde de la finance. Déconnectés du réel, obsédés

J. Demarthon/AFP



Keystone-France/Gamma-Rapho

Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie, à l'Élysée, en septembre 1984. En libéralisant le marché du crédit, sa réforme a favorisé l'émergence de nouvelles entreprises.

par leur seul profit, les financiers et leur casino sont les ennemis de la croissance. « *Le ROE (Return on Equity, ou rendement des capitaux propres) de 15 à 25% est désormais la norme qu'impose le pouvoir de la finance aux entreprises et aux salariés* », explique le Manifeste. Seul problème : cette norme qui met l'économie réelle à genou n'existe pas. En 2011, 83% des 3500 principales sociétés cotées aux États-Unis ont un ROE inférieur à 10%. En France, de 1988 à 2013, le ROE moyen ne dépasse pas... 6%. Peut-être, mais la crise a prouvé qu'il fallait que la finance soit mieux encadrée et régulée, afin qu'elle favorise enfin la croissance. La France du début des années 1980 est un extraordinaire terrain d'exploration pour les économistes empiriques. En 1982, la presque totalité du système bancaire est nationalisé et le crédit est « encadré ». A partir de 1984, les équipes du ministre Pierre Bérégovoy démantèlent le système. Sur la base

de 350 000 observations couvrant les années 1978-1999, Marianne Bertrand, Antoinette Schoar et David Thesmar ont étudié les performances des entreprises françaises avant et après la libéralisation du crédit. Beaucoup de sociétés, privées de prêts subventionnés, partent au tapis. Les rescapées se restructurent et deviennent « plus performantes et mieux portantes ». Surtout, avec l'introduction de la concurrence sur le marché du crédit, on observe des « entrées de nouvelles entreprises ». Bref, selon leur article du *Journal of Finance*, la réforme Bérégovoy a remis en marche le processus de « destructions créatrices » qui est le moteur de la croissance. Et pour Cahuc et Zylberberg, le rôle de la finance est bien de « favoriser ce mouvement ». La finance peut être au service de la croissance. A condition de ne pas être trop encadrée. Un discours difficilement audible. **P.-H. M.**



“ Il faut une taxe contre les excès des marchés ”

Nicolas Sarkozy, président de la République, lors d'un discours à Addis-Abeba, en janvier 2011.

Ce que dit la recherche économique

En février 2012, Nicolas Sarkozy fait adopter une loi posant le principe d'une taxe sur les transactions financières. François Hollande, sitôt élu, promet de la doubler. Depuis, l'affaire s'est un peu perdue dans les méandres de Bruxelles. Présentée comme un instrument de justice sociale, la taxe peut-elle au moins remplir son objectif initial qui était, selon son inventeur, le Prix Nobel d'économie James Tobin, de réduire la volatilité

Y. Bohac/Sipa

des marchés? Pas évident. Une étude du NBER, cénacle américain de recherche économique, constate que le marché boursier de la Chine continentale, qui à partir de 1996 est soumis à une série de taxes sur les transactions, est plus sage que celui de Hong-kong. A partir de 2006, quand les investisseurs arrivent en force à la Bourse de Shanghai, cela ne marche plus. Les hausses de taxes accroissent même la volatilité! **P.-H. M.**



“La diminution du poids de l'Etat favorise la croissance”

Edward C. Prescott, professeur à l'université d'Arizona, Prix Nobel d'économie.

Ce que dit la recherche économique Avec 200 confrères, dont deux autres Nobel, l'économiste Edward C. Prescott publie en 2009 une tribune incendiaire sur le plan de relance budgétaire de Barack Obama. Le pays n'a pas besoin de nouvelles dépenses publiques, mais de réformes structurelles. Il faut baisser les impôts et diminuer le poids de l'Etat pour sortir de la récession. La reprise du PIB américain (+2,5% dès 2010)

tend à prouver que ces libéraux avaient tort. Daniel Shoag (Harvard) constate que les collectivités locales qui, en 2008-2009, ont serré la vis sont celles qui ont plongé. Une diminution de 1 dollar de leurs dépenses s'est soldée par une baisse d'1,6 dollar de l'activité de leurs territoires. Cahuc et Zylberberg prêchent toutefois la prudence : « *La médecine keynésienne n'est pas efficace en toutes circonstances.* » **P.-H. M.**

“Trop d'impôt tue l'impôt”



Arthur Laffer, professeur à la Mercer University, ancien conseiller de Ronald Reagan.

« La courbe de Laffer est l'une des principales théories de l'économie de l'offre. Elle illustre de façon simple l'arbitrage entre les taux d'imposition et les recettes fiscales effectivement collectées par les pouvoirs publics. Quand le taux est de 0%, l'Etat ne perçoit aucune recette fiscale. Il en est de même quand ce taux atteint 100%. Car personne n'accepte de travailler si ses revenus après impôts sont nuls. Selon un effet arithmétique et statique, entre ces deux extrêmes, les recettes fiscales vont varier en fonction du montant de la taxe. Mais il existe aussi un effet économique selon lequel une baisse du taux fiscal stimule le travail et l'activité en général. A l'inverse, une hausse va les décourager. La combinaison des deux effets explique donc pourquoi une baisse des impôts peut générer plus de recettes que prévu. Et à l'inverse pourquoi une hausse d'impôts peut générer moins de recettes que prévu. L'effet économique peut s'avérer plus important que l'effet arithmétique. »

Extrait de The Laffer Curve sur le blog d'Arthur Laffer (laffercenter.com).

Ce que dit la recherche économique

Sur son blog, l'économiste Arthur Laffer explique l'aventure de sa célèbre courbe. En 1974, il dîne avec Donald Rumsfeld et Dick Cheney, des proches du nouveau président des Etats-Unis, le républicain Gerald Ford. Alors que les deux hommes évoquent un projet de réforme fiscale, Laffer griffonne sur sa serviette un croquis pour démontrer qu'une baisse des impôts aura un effet bénéfique pour l'économie américaine. Quatre ans plus

tard, l'anecdote est relatée par le *Wall Street Journal* qui parle, pour la première fois, de « courbe de Laffer ». Une sorte de cloche avec un point optimal au-delà duquel la hausse des impôts fait baisser les recettes fiscales. Le jeune Thomas Piketty, dans un article publié en 1999 par *Economie & Prévision*, s'intéresse à Laffer et décortique l'effet des réformes fiscales sur les hauts revenus français de 1970 à 1996. Conclusion du futur auteur du *Capital au XXI^e siècle* : les recettes fiscales issues de l'imposition du 1% des foyers les plus aisés apparaissent peu sensibles aux changements de barème. Taxer les riches reste donc un bon moyen d'augmenter les recettes. Selon Piketty, l'effet Laffer commencerait à jouer quand le taux marginal d'imposition dépasse les 80%, très au-delà du taux de 45% qui s'appliquait en 2015 à la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu (IR). De toute façon, le fait que l'IR ne représente que 20% des recettes fiscales en France réduit l'impact d'un éventuel « effet Laffer ».

A lire Cahuc et Zylberberg, on se rend compte que la fameuse courbe a un tracé très différent selon les pays. Aux Etats-Unis, l'effet se manifeste bel et bien pour les revenus élevés, le point optimal de Laffer correspondant à un taux marginal d'imposition de 63%. Mais au Danemark « *la sensibilité du revenu imposable se révèle quatre à cinq fois plus faible* ». Explication : avec l'absence de niches fiscales et la retenue à la source, les hauts revenus n'ont guère de moyens à disposition pour... échapper à l'impôt. D'un point de vue macroéconomique, en revanche, les conclusions sont assez limpides. Christina et David Romer, des économistes proches de Barack Obama, ont expliqué en 2010 dans *l'American Economic Review* qu'une hausse de la pression fiscale de 1% du PIB se traduit au cours des trois années qui suivent par une baisse de 3% du PIB. Ensuite, les effets s'estompent. Les hausses d'impôts sont donc bien néfastes pour l'activité. Mais ni à court terme ni à long terme. Seulement à moyen terme. **P.-H. M.**



Le Jardin royal, à Copenhague. La sensibilité à la pression fiscale varie d'un pays à l'autre. Au Danemark, elle serait ainsi quatre à cinq fois plus faible qu'aux Etats-Unis.

Les nouvelles chapelles de la gauche de la gauche

Derrière l'étiquette hétérodoxe se cachent au moins quatre écoles de pensée. Toutes fustigent l'austérité, la finance folle, et plaident pour une filière universitaire plus ouverte à leurs idées. Le Nobel Jean Tirole a mis son veto.

Des couloirs de la fac Paris-Diderot déserts. Au cœur de l'été, rares sont les étudiants revenus sur les bancs des amphis pour ce cycle de conférences sur « Les nouvelles figures du social ». Au deuxième étage, dans la moiteur estivale, une douzaine de chercheurs et thésards écoutent pourtant attentivement la démonstration de Bernard Friot. « *Le véritable progrès social n'est pas le retour au plein emploi, qui implique la subordination du salarié à l'employeur, mais l'instaura-*

tion du salaire à vie », attaque-t-il. Mieux que le revenu universel, cet ancien professeur d'économie à Nanterre prône une mesure révolutionnaire : une paie comprise entre 1500 et 6000 euros distribuée à chacun, en activité ou non, dès 18 ans, et selon quatre niveaux de qualification. Tout haut, il rêve d'une « *production débarrassée du capitalisme* », d'un « *salaire qui ne soit plus enfermé dans le marché du travail* », d'une société où les loisirs seraient rémunérés comme créateurs de valeur sociale...

A tout juste 70 ans, Bernard Friot, adhérent au PCF depuis 1969, est l'un des derniers hérauts de l'économie marxiste française. Mais son projet est loin de faire l'unanimité à gauche de la gauche. « *C'est un marginal dont les positions sont jugées fausses et absurdes par 95% des économistes*, pointe Henri Sterdyniak, lui-même ancien militant communiste et chef de file des Economistes atterrés. *Il ne résout pas toute une série de questions que soulève son projet : qui définirait les qualifications déterminant les niveaux de salaires? Qui aurait droit à prolonger ses études au-delà de 18 ans? Qui accepterait d'effectuer les tâches les plus pénibles? Le plus gênant est que, au nom de son projet illusoire et totalitaire, il critique des avancées sociales majeures, tels la réduction du temps de travail ou les minima sociaux.* »

L'euro, ligne de fracture

Comme toutes les familles, la gauche de la gauche a ses moutons noirs, ses conflits larvés et ses clans aux limites mouvantes. Né en 2010, le collectif Les Economistes atterrés est à la fois le plus récent et le plus large de ces clans. D'Henri Sterdyniak, spécialiste des retraites à l'OFCE, à Frédéric Lordon, icône du mouvement Nuit debout, en passant par Bruno Amable et Philippe Askenazy, chercheurs à l'École d'économie de Paris, il rassemble une grosse centaine d'économistes dans la bataille contre l'orthodoxie libérale. Tous tirent à boulets rouges sur l'austérité budgétaire que s'imposent les pays européens et alertent sur les dérives de la finance folle. En 2015,



D. Meyer/H. Lucas/AFP

Frédéric Lordon à la Bourse du Travail, à Paris, le 20 avril. Icône du mouvement Nuit debout, il fait partie du collectif Les Economistes atterrés, qui rassemble une centaine d'économistes.



PATRICK ARTUS

DIRECTEUR DE LA RECHERCHE ET DES ÉTUDES DE NATIXIS

la deuxième édition de leur *Manifeste des économistes atterrés* a été un petit succès de librairie avec 18000 exemplaires vendus, après les 90000 écoulés il y a cinq ans. En février, leur appel pour sortir de l'impasse économique a été paraphé par 135 chercheurs. Parmi les signataires, des héritiers de Keynes, de Marx, des nostalgiques des Trente Glorieuses, des partisans de la décroissance ou des membres du mouvement altermondialiste Attac. Pour assurer la concorde entre eux, les Atterrés évitent soigneusement certains sujets. A commencer par la sortie ou non de l'euro. « Nous pensons tous que la monnaie européenne dysfonctionne, mais certains militent pour une sortie immédiate, tandis que d'autres estiment qu'on peut garder la monnaie unique si la politique européenne change », résume Dominique Plihon, professeur à l'université Paris 13. Leur livre sur la monnaie, plusieurs fois retardé, devrait finalement paraître début 2017 mais sans trancher le débat...

En désaccord avec Stiglitz

Car s'ils brandissent tous l'étiquette hétérodoxe, les économistes de la gauche de la gauche se répartissent dans au moins quatre écoles de pensée. Les postkeynésiens, d'abord, qui refusent la synthèse entre Keynes et les dogmes libéraux opérés par les néokeynésiens, tels les Nobel Joseph Stiglitz ou Paul Krugman, proches de la gauche américaine. « Nous retenons un message plus radical de Keynes sur l'incertitude des agents économiques, la nécessaire intervention de l'Etat ou la création monétaire liée à la demande de financement des entreprises », relate Edwin Le Héron, chercheur à Sciences-Po Bordeaux. Dynamique aux Etats-Unis, ce courant est porté en France par Dany Lang et le Canadien Marc Lavoie, rattaché à l'université Paris 13, et Jean-François Ponsot, de l'université de Grenoble.

La principale chapelle hétérodoxe est l'école de la régulation. Fondée à la fin des années 1970 par Robert Boyer, Michel Aglietta, Benjamin Coriat et Alain Lipietz, elle est une forme de synthèse entre Marx et Keynes. « Nous partons du ►►►

Ricardo et Keynes ont raison tous les deux

Les politiques de rigueur, avec des coupes dans les dépenses publiques, ont-elles un impact positif sur la croissance? La crise de 2009 tend à montrer l'inverse. De là à laisser filer les déficits...

Que dit l'économie empirique, basée sur l'observation des faits, de l'utilisation des politiques budgétaires? A lire les travaux de recherche, il y a un avant et un après crise de 2009. Avant, une théorie dominante faisait consensus, appuyée sur l'étude (notamment par Francesco Giavazzi et Marco Pagano) de pays, tels la Suède, la Finlande, l'Irlande, le Canada. Point commun : leurs dirigeants ont conduit dans les années 1990

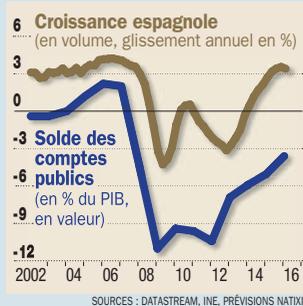
des politiques rigoureuses de réduction du déficit, en taillant dans les dépenses publiques. Or leurs économies n'en ont pas souffert, au contraire : la croissance est repartie et le chômage a baissé. Ces expériences infirmaient donc la thèse keynésienne du multiplicateur budgétaire – qui dit que la relance des dépenses publiques stimule la croissance et leur restriction la freine –, et confirmaient plutôt la thèse ricardienne de neutralité – qui dit que les entreprises et les ménages, anticipant les baisses d'impôts qui devraient immanquablement suivre la baisse des dépenses publiques, dépensent plus et compensent l'effet d'une politique budgétaire restrictive. Mais, après la crise de 2009, de nouveaux travaux étayés, s'appuyant sur des tests de modélisation plus élaborés (notamment par Olivier Blanchard et Daniel Leigh, Alan Auerbach et Yuriy Gorodnichenko, Régis Barnichon et Christian Matthes...), ont conclu l'in-

verse. Ils ont démontré que les coupes dans les dépenses publiques ont bien un impact négatif sur la croissance, et d'autant plus méchant que le contexte économique est déprimé. Ainsi, 1 point de baisse du déficit coûterait en moyenne 1,5 point de croissance, mais peut retrancher jusqu'à 2,5 points de croissance en période de récession, contre « seulement » 0,5 point en période d'expansion. Voilà pourquoi les économies de la Grèce, du Portugal, de l'Espagne

ont tant souffert de leurs cures d'austérité. Mais pourquoi alors cela avait-il fonctionné en Suède ou au Canada? Parce que le mouvement de réduction du déficit avait été accompagné d'une dévaluation massive de la monnaie nationale. C'est donc la politique monétaire plus que la politique budgétaire

qui avait redynamisé la croissance!

Conclusion, il ne faut pas se presser pour réduire le déficit public dans un contexte de dépression, car le remède a des effets secondaires quasi pires que le mal. Faut-il pour autant le laisser filer? Non plus, car ces travaux ne tiennent pas compte de l'endettement des pays. Or, avec la crise, un palier a été franchi : en France, la dette est passée de 60% du PIB à près de 100%. Peut-on ne pas s'en préoccuper et la laisser croître encore, à 140%? Evidemment, non. Il faudrait donc réduire le déficit dès que cela va mieux, utiliser le moindre regain de croissance pour accentuer l'effort. ■



SOURCES : DATASTREAM, INE, PRÉVISIONS NATIXIS
Dans un contexte déprimé, l'Espagne a engagé des cures d'austérité dont les effets ont été quasi pires que le mal.

►►► principe que le poids des institutions est fondamental dans l'économie, résume Robert Boyer. Que le marché du travail, par exemple, dépend de la force des syndicats, et pas uniquement de l'offre et de la demande, et qu'il y a plusieurs formes de capitalisme selon les pays et les époques. »

Au milieu des années 1980, l'économie des conventions, lancée par André Orléan et Olivier Favereau, prolonge la réflexion des « régulationnistes » en piochant dans l'histoire, la sociologie, la psychologie... Elle met l'accent sur toutes les conventions sociales autres que le marché qui permettent les échanges économiques. « Contrairement à ce que présupposent les néoclassiques, le marché n'est pas le seul lieu où les agents économiques se coordonnent pour prendre des décisions », pointe André Orléan, qui a mis en évidence les comportements irrationnels des marchés financiers.

« Ce serait une catastrophe »

A l'extrême gauche, le courant purement marxiste ressemble de plus en plus à une réserve indienne. Outre Bernard Friot, on retrouve les duettistes Gérard Duménil et Dominique Lévy, anciens du CNRS, ou Michel Husson, chercheur à l'Ires. Les économistes Denis Durand et Frédéric Boccara plangent, eux, sur le programme du PCF. Ils viennent de finaliser un projet de réforme qui nationaliserait les grandes banques françaises et éradiquerait le chômage en plaçant tous les chômeurs en formation. Des idées pas si éloignées de celles de Jacques Généreux, professeur à Sciences-Po Paris, qui a quitté le PS en 2008 pour suivre Jean-Luc Mélenchon et se voit à Bercy ou Matignon en cas de victoire de son champion à la présidentielle. Ancien disciple de l'école de la régulation, Frédéric Lordon, qui a rejoint la section philosophie du CNRS, construit son propre système entre Marx et Spinoza sans créer un véritable courant. « C'est un intellectuel brillant mais assez solitaire, le seul capable de comprendre vraiment Frédéric Lordon, c'est Lordon Frédéric », ironise un collègue.

Il y a un an, tous les hétérodoxes se sont retrouvés dans le combat pour la création d'une filière universitaire

Hétérodoxie

Photos : University of Ottawa - Nossant/Sipa - S. Salom-Gomis/Sipa - PDV/Sipa - Ballet/Sipa - M. Nascimento/Réa - Ibo/Sipa - Hamilton/Réa

LES FAMILLES DES

POST KEYNÉSIENS



● **Marc Lavoie**
Université Paris 13

● **Jean-François Ponsot**
Université de Grenoble

● **Dany Lang**
Université Paris 13

● **Eric Berr**
Université de Bordeaux

● **Liêm Hoang-Ngoc**
Sorbonne

● **Edwin Le Héron**
Sciences-Po Bordeaux



● **Bruno Tinel**
Sorbonne

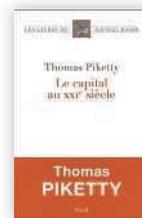
● **Eloi Laurent**
OFCE

● **Xavier Timbeau**
OFCE

● **Eric Heyer**
OFCE

● **Henri Sterdyniak**
OFCE

● **Gaël Giraud**
AFD



● **Thomas Piketty**
Ecole d'économie de Paris

● **Gabriel Zucman**
Berkeley

● **Camille Landais**
London School of Economics

● **Daniel Cohen**
Ecole d'économie de Paris

● **Emmanuel Saez**
Berkeley

● **Esther Dufo**
MIT

en économie plus ouverte à leurs idées. Et, accessoirement, susceptible de leur offrir davantage de postes dans les facultés. Manque de chance, Jean Tirole, tout juste auréolé de son prix Nobel, leur a barré la route. « Ce serait une catastrophe », a-t-il écrit à la ministre de l'Enseignement supérieur, avant de défendre « un standard unique

d'évaluation scientifique basée sur un classement des revues de la discipline ». En creux, les orthodoxes insinuent que nombre des prétendus hétérodoxes manquent de rigueur scientifique et n'ont pas le niveau d'être publiés dans les meilleures revues. « Beaucoup adoptent une posture d'intellectuel sartrien et refusent le jugement de leurs

ÉCONOMISTES DE GAUCHE

RÉGULATIONNISTES

- **Robert Boyer**
Institut des Amériques
- **Michel Aglietta**
CEPII
- **Benjamin Coriat**
Université Paris 13
- **Alain Lipietz**
EELV
- **Pierre Larrouturnou**
Nouvelle Donne



● **Frédéric Lordon**
CNRS

● **Bruno Amable**
Sorbonne

● **Jacques Mazier**
Université Paris 13

● **Dominique Plihon**
Université Paris 13



● **Pierre Larrouturnou**
Nouvelle Donne

CONVENTIONNALISTES

- **André Orléan**
Ecole d'économie de Paris
- **Olivier Favereau**
Université Paris 10
- **Philippe Batifoulier**
Université Paris 13
- **François Eymard-Duvernay**
Université de Nanterre



● **André Orléan**
Ecole d'économie de Paris

● **Olivier Favereau**
Université Paris 10

● **Philippe Batifoulier**
Université Paris 13

● **François Eymard-Duvernay**
Université de Nanterre



● **Arnaud Montebourg**
PS

● **Philippe Askenazy**
Ecole d'économie de Paris

● **Xavier Ragot**
OFCE



● **Christophe Ramaux**
Sorbonne



● **Jean-Luc Mélenchon**
Parti de gauche

● **Jacques Généreux**
Sciences-Po Paris

MARXISTES

- **Bernard Friot**
Université de Nanterre
- **Gérard Duménil**
CNRS
- **Dominique Lévy**
CNRS
- **Cédric Durand**
Université Paris 13
- **Michel Husson**
Ires

COMMUNISTES

- **Denis Durand**
Banque de France
- **Jean-Marc Durand**
PCF
- **Frédéric Boccara**
Université Paris 13

Gauche radicale

pairs », tacle Pierre Cahuc, coauteur du *Négationnisme économique*.

Au classement des économistes qui publient le plus dans les grandes revues, il est vrai que les chercheurs *mainstream* trustent les meilleures places. Jean Tirole arrive en tête du palmarès établi par le site Research Papers in Economics, quand les Atterrés Bruno Amable, Philippe Aske-

nazy et André Orléan se classent 139^e, 156^e et 555^e. Et que Frédéric Lordon, Christophe Ramaux ou Jacques Généreux en sont absents. « Ce n'est pas étonnant dès lors que les revues des courants hétérodoxes sont mal considérées et peu prises en compte dans ce type de classement », avance Edwin Le Héron, animateur de la revue postkeyné-

sienne *Economie appliquée*. « Faux, répond Xavier Ragot, président de l'OFCE et ancien conseiller d'Arnaud Montebourg. Le débat est très vivant et les revues les plus prestigieuses accueillent aussi la prose des hétérodoxes. » L'économie est peut-être une science. Mais c'est bien une guerre des religions qui l'anime.

L. F.